

ACCORD DE DON Nos. 5422/GR-HA et GRT/GA-19013-HA



entre la

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

et la

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Programme d'appui à la productivité de l'agriculture et de la pêche et d'amélioration des
infrastructures rurales d'accès aux marchés

ACCORD DE DON

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le présent Accord de don, dénommé ci-après « l'Accord », est conclu entre la RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, dénommée ci-après le « Bénéficiaire », et la BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT, dénommée ci-après individuellement la « Banque », en sa qualité d'administrateur du Mécanisme de dons de la Banque¹, conjointement avec le Bénéficiaire, les « Parties ».

CHAPITRE I

Objet et éléments constitutifs de l'Accord et définitions particulières

CLAUSE 1.01. Objet de l'Accord. Le présent Accord a pour objet de définir les modalités et conditions auxquelles la Banque accorde un don au Bénéficiaire afin de contribuer au financement et à l'exécution du Programme d'appui à la productivité de l'agriculture et de la pêche et d'amélioration des infrastructures rurales d'accès aux marchés, dorénavant « le Programme » dont les principaux aspects sont définis dans l'Annexe unique.

CLAUSE 1.02. Éléments constitutifs de l'Accord. Le présent Accord est constitué des présentes Dispositions particulières, des Normes générales et de l'Annexe unique.

CLAUSE 1.03. Définitions particulières. Outre les termes définis dans les Normes générales, lorsque les termes suivants sont écrits avec une majuscule dans le présent Accord, ces derniers auront le sens qui leur est donné ci-après. Toute référence au singulier comprend le pluriel et vice versa.

- (a) « DDA » signifie Direction Départementale Agricole ;
- (b) « DIA » signifie Direction des Infrastructures Agricoles ;
- (c) « ESSS » signifie Environnement, Social, Santé et Sécurité ;
- (d) « GAFSP » signifie Fonds Fiduciaire pour le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ;
- (e) « MARNDR » signifie Ministère de l'Agriculture, des ressources naturelles et du développement rural ;
- (f) « MEF » : signifie Ministère de l'Économie et des Finances ;

¹ De plus, le 26 janvier 2011, la Banque a signé un accord de transfert avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), dans le cadre de la Proposition de création du GASFP (GN-2590-1), date à partir de laquelle la Banque est devenue l'Entité de Supervision du GASFP.



- (g) « MOP » signifie Manuel Opérationnel du Programme ;
- (h) « MTPTC » signifie Ministère des Travaux Publics, des Transports et des Communications ;
- (i) « PDPA » signifie Programme de Développement de la Pêche Artisanale ;
- (j) « PEP » signifie Plan d'Exécution Pluriannuelle du Programme ;
- (k) « PITAG » signifie Programme d'Innovation Technologique en Agriculture et Agroforesterie ;
- (l) « POA » signifie Plans Opérationnels Annuels du Programme ; et
- (m) « UEP » signifie Unité d'Exécution du Programme.

CHAPITRE II

Le Don

CLAUSE 2.01. Demandes de décaissements et monnaies des décaissements. (a) Le Bénéficiaire pourra demander à la Banque les décaissements du Don, conformément aux dispositions prévues dans le Chapitre III des Normes générales.

(b) Le Bénéficiaire accepte et reconnaît que tous les décaissements au titre du présent Accord sont assujettis à la disponibilité de ressources suffisantes dans le Mécanisme de dons de la Banque, également connu sous le nom de « Facilité non remboursable de la Banque ». En particulier, avant d'approuver une demande de décaissement présentée par le Bénéficiaire, la Banque devra déterminer si le solde disponible du Mécanisme de dons de la Banque, compte tenu de ce décaissement, sera supérieur à zéro.

(c) Le présent Accord ne constitue pas un engagement ou une obligation de la Banque d'effectuer des décaissements au Bénéficiaire, et tout décaissement au titre du présent Accord sera à la discrétion de la Banque et devra être attesté par l'émission d'une notification d'approbation au Bénéficiaire. La non-approbation de la Banque d'une demande de décaissement ne constituera pas une violation par la Banque des dispositions du présent Accord.

(d) Tous les décaissements seront libellés et effectués en Dollars.

CLAUSE 2.02. Montant et monnaie du Don. Aux termes du présent Accord, la Banque s'engage à accorder au Bénéficiaire, et ce dernier accepte, un Don jusqu'à concurrence d'un montant de soixante-dix-huit millions trois cent mille Dollars (78 300 000 USD, dénommé ci-après le « Don », de la façon suivante :

- (a) Sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque, à concurrence d'un montant de soixante millions de Dollars (60 000 000 USD) faisant partie desdites ressources ; et
- (b) Sur les ressources du GASFP, à concurrence d'un montant de dix-huit millions trois cent mille Dollars (18 300 000 USD) faisant partie desdites ressources².

CLAUSE 2.03. Disponibilité de la monnaie. Si la Banque n'a pas accès à la monnaie demandée par le Bénéficiaire, la Banque, en accord avec le Bénéficiaire, pourra effectuer le décaissement du Don dans une autre devise de son choix.

CLAUSE 2.04. Période de décaissements. (a) La Période initiale de décaissements sera de cinq (5) ans, décomptée à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

(b) La Période initiale de décaissements indiquée ci-dessus et toute autre période définie dans le présent Accord ne pourra être prorogée, pour des raisons dûment justifiées, qu'avec l'accord préalable et écrit de la Banque.

CHAPITRE III

Décaissements et utilisation des ressources du Don

CLAUSE 3.01. Conditions spéciales préalables au premier décaissement. Le premier décaissement des ressources du Don est subordonné à ce que les conditions suivantes soient remplies à la satisfaction de la Banque, outre les conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes générales :

- (a) Conditions spéciales préalables au premier décaissement de la Contribution :

Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, fournira des preuves, à la satisfaction de la Banque de :

- (i) La désignation officielle du personnel clé de l'Unité d'Exécution du Programme (UEP), comprenant au moins les coordonnateurs des trois directions techniques et un Spécialiste du suivi et de l'évaluation (S&E) pour assurer une exécution adéquate du Programme ;
- (ii) L'approbation et l'entrée en vigueur du Manuel d'Opération du Programme (MOP) selon les termes et conditions préalablement convenus avec la Banque ;

² Le cofinancement de ce Programme sur les ressources du GASFP est assujéti à la souscription des documents pertinents entre la Banque (en tant qu'Entité de Supervision du GASFP), et la BIRD (en tant que dépositaire du GASFP).

- (iii) La nomination ou le recrutement d'un spécialiste environnemental et social pour traiter les questions socio-économiques du Programme ; et
 - (iv) L'ouverture de dix comptes désignés, un en USD et un en HTG par source de fonds (Banque/GAFSP) pour chacune de ses trois directions techniques à la Banque de la République d'Haïti : deux comptes pour l'équipe Pêche-PDPA (financée par la Banque), deux comptes pour la DIA (financée par la Banque) et six comptes pour l'équipe PITAG : dont deux financés par la Banque et quatre financés par le GAFSP (deux par fonds GAFSP). Les comptes seront exclusivement destinés à la gestion des fonds du Programme. Les signatures autorisées seront transmises à la Banque via le MEF.
- (b) En plus des conditions préalables stipulées à l'Article 3.01 des Normes générales et au paragraphe (a) antérieur, l'exécution des activités spécifiques de la Composante 3 est subordonnée aux conditions suivantes :

Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, apportera la preuve à la satisfaction de la Banque de :

- (i) La signature par le MARNDR et le MTPTC d'un accord de collaboration pour le suivi et la supervision des travaux de réhabilitation ; et
- (ii) La préparation du projet de contrat à signer avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

CLAUSE 3.02. Utilisation des ressources du Don. Les ressources du Don ne pourront être utilisées que pour payer les dépenses satisfaisant aux exigences suivantes : (i) elles sont nécessaires pour le Programme et concordent avec les objectifs de ce dernier ; (ii) elles sont effectuées conformément aux dispositions du présent Accord et aux politiques de la Banque ; (iii) elles sont correctement enregistrées et documentées dans les systèmes du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution ; et (iv) elles sont effectuées après le 1 décembre 2021 et avant l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations. Lesdites dépenses sont dénommées ci-après « Dépenses éligibles ».

CLAUSE 3.03. Taux de change pour justifier les dépenses engagées en Monnaie locale du pays du Bénéficiaire. Aux fins des dispositions de l'Article 3.10 des Normes générales, les Parties conviennent que le taux de change applicable sera celui qui est indiqué à l'alinéa (b)(i) dudit Article. Le taux de change publié par la Banque Centrale d'Haïti sera utilisé comme taux de référence.



CHAPITRE IV

Exécution du Programme

CLAUSE 4.01. Organisme d'exécution. Le Bénéficiaire, agissant par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), sera l'Organisme d'exécution du Programme.

CLAUSE 4.02. Passation de marchés de biens, travaux et services autres que les services de conseil. (a) Aux fins des dispositions de l'Article 2.01(25) des Normes générales, les Parties reconnaissent que les Politiques de passation de marchés sont celles datées de mai 2019 qui figurent dans le document GN-2349-15, approuvé par la Banque le 2 juillet 2019. Si les Politiques de passation de marchés venaient à être modifiées par la Banque, les passations des marchés de biens, travaux, et services autres que les services de conseil, seront réalisées conformément aux dispositions des Politiques de passation de marchés modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application.

(b) Pour les passations des marchés de biens, travaux, et services autres que les services de conseil, l'une quelconque des méthodes décrites dans les Politiques de passations de marchés pourra être utilisée, à condition que la méthode en question ait été identifiée pour la passation de marché dans le Plan de passation de marchés approuvé par la Banque. L'utilisation des règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire sera assujettie aux dispositions du paragraphe 3.2 des Politiques de passation de marchés et aux termes établis à l'Article 4.04(b) des Normes générales.

(c) Le seuil déterminant l'utilisation de l'appel d'offres international sera mis à disposition du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, sur la page internet <https://www.iadb.org/fr/projects/project-procurement>. En dessous dudit seuil, la méthode de sélection sera déterminée en fonction de la complexité et des caractéristiques de la passation de marché ; ladite méthode devra apparaître dans le Plan de passation de marchés approuvé par la Banque.

(d) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres international, la Banque et le Bénéficiaire conviennent que les dispositions de l'Annexe 2 des Politiques de passation de marchés portant sur les marges de préférences nationales lors de la comparaison des offres pour l'acquisition de biens, pourront être appliquées aux biens fabriqués sur le territoire du pays du Bénéficiaire, conformément aux indications figurant dans le document d'appel d'offres correspondant.

(e) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres national, les procédures d'appel d'offres national correspondantes pourront être utilisées, à condition que la Banque estime que lesdites procédures soient consistantes avec les Principes fondamentaux de la passation de marchés et soient compatibles de manière générale avec la Section I des Politiques de passation de marchés et prennent en compte, entre autres, des dispositions du paragraphe 3.4 desdites Politiques.

(f) Concernant l'utilisation de la méthode de l'appel d'offres national, celle-ci pourra être utilisée, à condition que les passations de marchés ou recrutements soient réalisées conformément au(x) document(s) d'appel d'offres convenu(s) entre le Bénéficiaire et la Banque.

(g) Le Bénéficiaire s'engage à obtenir ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution obtienne, avant l'adjudication du contrat correspondant à chacun des ouvrages du Programme, le cas échéant, la possession juridique des immeubles où sera construit l'ouvrage correspondant, les servitudes ou autres droits nécessaires à sa construction et à son utilisation, ainsi que les droits sur les eaux qui seront nécessaires pour l'ouvrage dont il est question.

CLAUSE 4.03. Sélection et recrutement des services de conseil. (a) Aux fins des dispositions de l'Article 2.01(24) des Normes générales, les Parties reconnaissent que les Politiques applicables aux consultants sont celles datées de mai 2019 qui figurent dans le document GN-2350-15, approuvé par la Banque le 2 juillet 2019. Si les Politiques applicables aux consultants venaient à être modifiées par la Banque, la sélection et le recrutement des services de conseil seront réalisés conformément aux dispositions des Politiques applicables aux consultants modifiées, une fois qu'elles auront été portées à la connaissance du Bénéficiaire et que le Bénéficiaire aura accepté par écrit leur application.

(b) Pour la sélection et le recrutement des services de conseil, l'une quelconque des méthodes décrites dans les Politiques applicables aux consultants pourra être utilisée, à condition que la méthode en question ait été identifiée pour la passation de marché correspondante dans le Plan de passation de marchés approuvé par la Banque. L'utilisation des règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire sera assujettie aux dispositions du paragraphe 3.2 des Politiques applicables aux consultants et aux termes établis à l'Article 4.04(b) des Normes générales.

(c) Le seuil déterminant l'établissement de la liste restreinte de consultants internationaux sera mis à la disposition du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, sur la page internet <https://www.iadb.org/fr/projects/project-procurement>. En dessous dudit seuil, la liste restreinte pourra être intégralement composée de consultants nationaux qui sont des ressortissants du pays du Bénéficiaire.

CLAUSE 4.04. Actualisation du Plan de passation de marchés. Afin d'actualiser le Plan de passation de marchés conformément aux dispositions de l'Article 4.04(c) des Normes générales, le Bénéficiaire devra utiliser ou, le cas échéant, faire en sorte que l'Organisme d'exécution utilise le système d'exécution et de suivi des plans de passations de marchés prescrit par la Banque.

CLAUSE 4.05. Autres documents régissant l'exécution du Programme. (a) Les Parties conviennent que l'exécution du Programme s'effectuera conformément aux dispositions du présent Accord et de ce qui est stipulé dans le MOP. Si une disposition du présent Accord n'est pas en cohérence ou est en contradiction avec les dispositions du MOP, les dispositions du présent Accord prévaudront. De même, les Parties conviennent que l'autorisation écrite préalable de la Banque sera nécessaire à l'introduction de tout changement dans le MOP.



(b) Le MOP comprendra, entre autres, les éléments suivants : (i) une description détaillée de l'accord de mise en œuvre de chaque composante, y compris les manuels opérationnels des incitations et des foires agricoles pour les fournisseurs de la Composante 1, le manuel du mécanisme de co-financement pour la Composante 2 ; (ii) les rôles et les responsabilités des parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du Programme ; (iii) les procédures de sélection et d'attribution des biens et services ; (iv) les procédures de gestion et de contrôle financier du Programme ; (v) les dispositions en matière de suivi et d'évaluation ; (vi) les mesures environnementales et sociales spécifiques au Programme, tel que décrit dans le ESMR ; (vii) les exigences spécifiques concernant les options de conception et de construction pour assurer la résilience climatique des infrastructures de la Composante 4 ; (viii) la liste de toutes les activités comptabilisées pour le financement du changement climatique ; (ix) les mesures spécifiques du Programme en matière de genre présentées dans le Plan de Genre ; et (x) les mesures de planification et de suivi des travaux d'entretien pour la Composante 3.

CLAUSE 4.06. Gestion environnementale et sociale. (a) Aux fins du présent Accord, les Parties conviennent que l'alinéa (a) de l'Article 4.06 des Normes générales doit être lu comme suit :

« **ARTICLE 4.06. Sauvegardes environnementales et sociales.** (a) Le Bénéficiaire s'engage à mener à bien l'exécution (préparation, construction et exploitation) des activités couvertes par le Programme ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution les mène à bien, conformément aux politiques environnementales et sociales de la Banque, selon les dispositions spécifiques sur les aspects environnementaux et sociaux figurant dans les Dispositions particulières du présent Accord. »

(b) Aux fins des dispositions des Articles 4.06 et 5.02 des Normes générales, les Parties conviennent que l'exécution du Programme sera régie par les dispositions suivantes, lesquelles ont été jugées nécessaires pour la réalisation des engagements environnementaux et sociaux du Programme :

- (i) Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, s'engage à se conformer aux conditions ESSS suivantes : l'obtention des permis, décharges et autorisations nécessaires ainsi que la présence d'un entrepreneur spécifique avant le début de toute activité de travaux de génie civil.
- (ii) Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, ne réalisera aucune des activités suivantes en ce qui concerne le Programme : (i) les activités de catégorie A, conformément à la classification des projets contenue dans les exigences de sauvegarde environnementale et sociale de la Banque ; (ii) les activités de réinstallation ou d'acquisition de terres ; ou (iii) les activités ayant des impacts sur les habitats naturels critiques.
- (iii) Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, s'engage à : (i) mettre en œuvre des processus de participation avec les parties concernées par les



travaux prévus dans le Programme pour garantir que les communautés affectées soient informées et consultées sur l'avancement des travaux et la gestion socio-environnementale du Programme et aient accès à des mécanismes de résolution des conflits ; et (ii) divulguer toute évaluation et tout plan de gestion socio-environnementale liés aux travaux.

- (iv) Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, s'engage à présenter, six (6) mois avant le début de la phase d'exploitation du Programme, les plans ESSS de la phase d'exploitation et la preuve de leur mise en œuvre, y compris toute consultation requise avec les parties prenantes.
- (v) Le Bénéficiaire, à travers l'Organisme d'Exécution, veillera à ce que les termes de référence pour la conception des infrastructures incluent les aspects liés aux catastrophes et au changement climatique.

CHAPITRE V

Supervision et évaluation du Programme

CLAUSE 5.01. Supervision de l'exécution du Programme. Aux fins des dispositions de l'Article 5.02 des Normes générales, les documents qui, à la date de signature du présent Accord, ont été jugés nécessaires pour superviser les progrès dans l'exécution du Programme sont :

- (a) Le PEP, qui devra inclure la planification complète du Programme conformément à la structure des produits attendus selon la Matrice des résultats du Programme, le chemin critique ou les actions critiques que devront être exécutés pour que le Don soit décaissé dans les délais prévus à la Clause 2.04 des présentes Dispositions particulières. Le PEP devra être mis à jour lorsque cela sera nécessaire, en particulier, en cas de changements importants qui impliquent ou pourraient impliquer des retards dans l'exécution du Programme, ou de changements dans les objectifs de produits des périodes intermédiaires.
- (b) Les POA, qui contiendront la planification opérationnelle détaillée de chaque période annuelle.
- (c) Les rapports de progrès semestriels, qui devront être soumis par l'Organisme d'Exécution dans les trente (30) jours qui suivent la fin de chaque semestre. Ces rapports devront inclure, au moins, les détails de l'avancement du Programme, les progrès physique et financier des produits.

CLAUSE 5.02. Supervision de la gestion financière du Programme. (a) Aux fins des dispositions de l'Article 5.03 des Normes générales, les rapports d'audit financier externe et autres rapports qui, à la date de signature du présent Accord, ont été jugés nécessaires pour superviser la gestion financière du Programme, sont : (i) les états financiers audités annuels du Programme à présenter dans les cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque année fiscale ; et (ii) les états



financiers finaux audités du Programme, qui devront être soumis dans les cent vingt (120) jours qui suivent la date du dernier décaissement. Ces états financiers seront audités par une firme d'audit indépendante reconnue par la Banque.

(b) Aux fins des dispositions de l'Article 5.03(a) des Normes générales, l'exercice fiscal du Programme correspond à la période allant du 1^{er} octobre au 30 septembre de chaque année.

CLAUSE 5.03. Évaluation des résultats. Le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque les informations suivantes en vue de déterminer le degré de réalisation de l'objectif du Programme et ses résultats :

- (a) Une évaluation indépendante de mi-parcours, dans les quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date à laquelle cinquante pourcent (50%) des ressources du Don auront été décaissés ou lorsque cinquante pourcent (50%) de la période d'exécution prévue s'est écoulée, selon la première éventualité ; et
- (b) Une évaluation finale indépendante du Programme, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la date du dernier décaissement du Programme.

CHAPITRE VI

Dispositions diverses

CLAUSE 6.01 Entrée en vigueur du Contrat. (a) Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle il acquiert plein effet juridique selon les normes de la République d'Haïti.

(b) Si dans un délai d'un (1) an à compter de la date de signature du présent Accord, celui-ci n'est pas entré en vigueur, toutes les dispositions, offres et attentes de droit qu'il contient seront réputées inexistantes à toutes fins juridiques sans nécessiter de notification et, par conséquent, la responsabilité d'aucune des Parties ne sera engagée. Le Bénéficiaire s'engage à notifier par écrit à la Banque la date d'entrée en vigueur du présent Accord, en accompagnant la notification de justificatifs prouvant l'entrée en vigueur.

CLAUSE 6.02. Communications et notifications. (a) Tous les avis, demandes, communications ou rapports que les Parties doivent présenter en vertu du présent Accord dans le cadre de l'exécution du Programme, à l'exception des notifications mentionnées à l'alinéa (b) ci-dessous, seront présentés par écrit et seront considérés comme ayant été présentés au moment où le document correspondant sera reçu par son destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous, ou par voie électronique selon les modalités et conditions définies par la Banque, et dont elle aura informé le Bénéficiaire, à moins que les Parties n'en conviennent autrement par écrit.



Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
5 Avenue Charles Sumner
Port-au-Prince
Haïti

Pour l'Organisme d'exécution :

Adresse postale :

Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural
Route Nationale No. 1, Damien
Port-au-Prince, Haiti - P.O. Box 1441

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque interaméricaine de développement
Représentation de la Banque dans la République d'Haïti
389 Route de Bourdon
Port-au-Prince
Haïti

Télécopie : (509) 2812-5048

Courrier électronique : BIDHaiti@iadb.org

(b) Toute notification que les Parties doivent effectuer en vertu du présent Accord et portant sur des sujets différents de ceux liés à l'exécution du Programme, y compris les demandes de décaissement, devra être faite par écrit et être envoyée par lettre recommandée, courrier électronique ou télécopie adressée à son destinataire à l'une quelconque des adresses indiquées ci-après, et elle sera considérée comme effectuée au moment où ladite notification sera reçue par son destinataire à l'adresse correspondante, ou par voie électronique selon les modalités et conditions définies par la Banque et communiquées au Bénéficiaire, à moins que les Parties ne conviennent par écrit d'une autre forme de notification.



Pour le Bénéficiaire :

Adresse postale :

Ministère de l'Économie et des Finances
5 Avenue Charles Summer
Port-au-Prince
Haïti

Pour la Banque :

Adresse postale :

Banque Interaméricaine de Développement
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
États-Unis d'Amérique

Télécopie : (202) 623-3096

CLAUSE 6.03. Clause compromissoire. Pour la résolution de tout différend découlant du présent Accord ou en relation avec celui-ci, et qui n'aurait pu être réglé par accord entre les Parties, celles-ci se soumettent inconditionnellement et irrévocablement à la procédure et à la sentence du tribunal arbitral visé au Chapitre X des Normes générales.

EN FOI DE QUOI, le Bénéficiaire et la Banque, agissant chacun par l'intermédiaire de son représentant habilité, signent le présent Accord à Port-au-Prince, Haïti.

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

BANQUE INTERAMÉRICAINNE
DE DÉVELOPPEMENT



Michel Patrick Boisvert
Ministre de l'Économie et des Finances



Yvon Mellinger
Représentant de la Banque en Haïti

Date : 09 DEC. 2021 20__

Date : 9 decembre 2021

ACCORD DE DON NORMES GÉNÉRALES

CHAPITRE I Application et interprétation

ARTICLE 1.01. Application des Normes générales. Les présentes Normes générales s'appliquent uniformément aux accords de don visant à financer des projets d'investissement conclus entre la Banque et la République d'Haïti.

ARTICLE 1.02. Interprétation. (a) **Incohérence.** En cas de contradiction ou d'incohérence entre les stipulations des Dispositions particulières, toute annexe de l'Accord, et les présentes Normes générales, les dispositions des premières prévaudront sur les dispositions des présentes Normes générales. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les stipulations d'un même élément du présent Accord ou entre les stipulations des Dispositions particulières et toute annexe de l'Accord, la disposition spécifique prévaudra sur la disposition générale.

(b) **Titres et sous-titres.** Tout titre ou sous-titre des chapitres, des articles, des clauses ou autres sections du présent Accord n'est inclus qu'à titre de référence et ne doit pas être pris en compte dans l'interprétation du présent Accord.

(c) **Délais.** Sauf disposition contraire de l'Accord, les délais ou périodes en jours, mois ou années s'entendent en jours, mois ou années civils.

CHAPITRE II Définitions

ARTICLE 2.01. Définitions. Lorsque les termes suivants commencent par une majuscule dans le présent Accord, ils auront le sens qui leur est attribué ci-après. Toute référence au singulier comprend le pluriel et vice versa.

1. « Accord » désigne le présent accord de Don.
2. « Agent Spécialisé en Passation de Marchés » signifie l'entité spécialisée dans la gestion des passations de marchés qui, à travers un accord avec le Bénéficiaire ou, selon le cas, avec l'Organisme d'Exécution, peut être utilisée afin de mener à bien, en tout ou en partie, les acquisitions de biens ou de travaux, les services de conseil ou les services différents de ceux de conseil du Projet.
3. « Apport » désigne les ressources, en complément du Don de la Banque, qui sont nécessaires pour l'exécution complète et ininterrompue du Projet.



4. « Avance de fonds » désigne le montant des ressources décaissées par la Banque au Bénéficiaire, provenant des ressources du Don, pour couvrir les Dépenses éligibles du Projet, conformément aux dispositions de l'Article 3.07 des présentes Normes générales.
5. « Banque » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
6. « Bénéficiaire » aura le sens qui lui est attribué dans le préambule des Dispositions particulières du présent Accord.
7. « Cadre de Politique Environnementale et Sociale » désigne le Cadre de Politique Environnementale et Sociale approuvé par la Banque et en vigueur au moment de l'approbation du Projet.
8. « Conseil d'administration » désigne le Conseil d'administration de la Banque.
9. « Dépense éligible » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
10. « Dispositions particulières » désigne l'ensemble des clauses qui composent la première partie du présent Accord.
11. « Dollar » désigne la monnaie ayant cours légal aux États-Unis d'Amérique.
12. « Don » aura le sens qui lui est attribué dans les Dispositions particulières du présent Accord.
13. « Jour ouvrable » désigne un jour pendant lequel les banques commerciales et les marchés de change effectuent des paiements et sont ouverts pour leurs activités courantes (y compris des transactions de change et de dépôts en devises étrangères) dans la ville de New York, États-Unis d'Amérique.
14. « Monnaie locale » désigne toute monnaie ayant cours légal autre que le Dollar dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
15. « Normes de performance environnementale et sociale » font référence aux dix (10) normes de performance qui font partie du Cadre de la Politique Environnementale et Sociale.
16. « Normes générales » désigne l'ensemble des articles qui composent cette deuxième partie de l'Accord.
17. « Organisme contractant » désigne l'entité ayant la capacité juridique de signer un contrat de passation de marchés de biens, de travaux, de services de conseil et de services autres



que les services de conseil avec un entrepreneur, un fournisseur, une société de conseil ou un consultant, selon le cas.

18. « Organisme d'exécution » désigne l'entité dotée de la personnalité juridique chargée de l'exécution du Projet et de l'utilisation des ressources du Don. Lorsqu'il existe plus d'un Organisme d'exécution, ceux-ci seront co-exécutants et seront dénommés indifféremment « Organismes d'exécution » ou « Organismes co-exécutants ».
19. « Parties » aura le sens qui lui est attribué dans le préambule des Dispositions particulières.
20. « Période de clôture » désigne le délai de quatre-vingt-dix (90) jours décomptés à partir de l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations.
21. « Période initiale de décaissements » désigne la période initialement prévue pour les décaissements du Don, qui est définie dans les Dispositions particulières.
22. « Plan de passation de marchés » désigne un outil de programmation et de suivi des passations de marchés et de contrats du Projet, selon les termes établis dans les Dispositions particulières, les Politiques de passation de marchés et les Politiques applicables aux Consultants.
23. « Plan financier » désigne un outil de planification et de suivi des flux de fonds du Projet, qui s'articule avec d'autres outils de planification de projets, y compris le Plan de passation de marchés.
24. « Politiques applicables aux consultants » désigne les Politiques relatives à la sélection et au recrutement de consultants financés par la Banque interaméricaine de développement en vigueur au moment de l'approbation du Don par la Banque.
25. « Politiques de passation de marchés » désigne les Politiques relatives à la passation de marchés de biens et de travaux financés par la Banque interaméricaine de développement en vigueur au moment de l'approbation du Don par la Banque.
26. « Pratiques interdites » désigne les pratiques que la Banque interdit en relation avec les activités qu'elle finance, et qui sont ou seront définies dans le futur par le Conseil d'administration et communiquées au Bénéficiaire, entre autres : pratique de corruption, pratique de fraude, pratique de coercition, pratique de collusion, pratique d'obstruction et les détournements.
27. « Principes fondamentaux de la passation de marchés » désigne les principes fondamentaux de la Banque en matière de passation de marchés qui sont : l'optimisation des ressources, l'économie, l'efficacité, l'égalité des chances, la transparence et l'intégrité.



28. « Projet » ou « Programme » désigne le projet ou le programme qui est identifié dans les Dispositions particulières et se compose de l'ensemble des activités ayant un objectif de développement auquel contribuent les ressources du Don.
29. « Semestre » désigne les six (6) premiers ou les six (6) derniers mois d'une année civile.
30. « Trimestre » désigne chacune des périodes suivantes de trois (3) mois de l'année civile : la période qui commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 mars ; la période qui commence le 1^{er} avril et se termine le 30 juin ; la période qui commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 septembre ; et la période qui commence le 1^{er} octobre et se termine le 31 décembre.

CHAPITRE III

Décaissements, renonciation et annulation automatique

ARTICLE 3.01. Conditions préalables au premier décaissement des ressources du Don.

Sans préjudice d'autres conditions spécifiées dans les Dispositions particulières, le premier décaissement des ressources du Don aura lieu sous réserve que les conditions suivantes soient remplies, à la satisfaction de la Banque :

- (a) La Banque devra avoir reçu un ou plusieurs avis juridiques circonstanciés qui établissent, en indiquant les dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires pertinentes, que les obligations contractées par le Bénéficiaire dans le présent Accord sont valables et exécutoires. Ces rapports devront en outre se référer à toutes les questions juridiques que la Banque estimera pertinentes.
- (b) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura désigné un ou plusieurs fonctionnaires pouvant le représenter pour demander les décaissements du Don et dans les autres actes relatifs à la gestion financière du Projet, et il aura fait parvenir à la Banque des copies authentifiées des signatures desdits représentants. Si deux ou plusieurs fonctionnaires sont désignés, il faudra indiquer si ceux-ci peuvent agir séparément ou s'ils doivent agir conjointement.
- (c) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura communiqué à la Banque par écrit, par l'entremise de son représentant autorisé à demander les décaissements du Don, les informations portant sur le compte bancaire sur lequel seront déposés les décaissements du Don. Des comptes séparés seront nécessaires pour les décaissements en Monnaie locale et en Dollars. Ces informations ne seront pas nécessaires dans le cas où la Banque accepte que les ressources du Don soient enregistrées sur le compte unique de la trésorerie du Bénéficiaire.
- (d) Le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura démontré à la Banque qu'il dispose d'un système d'information financière et d'une structure de contrôle interne appropriés aux fins indiquées dans le présent Accord.



ARTICLE 3.02. Délai prévu pour que soient remplies les conditions préalables au premier décaissement. Si dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord ou dans un délai plus long convenu par écrit entre les Parties, les conditions préalables au premier décaissement stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes générales et autres conditions préalables au premier décaissement qui auraient été convenues dans les Dispositions particulières, n'ont pas été remplies, la Banque pourra procéder à la résiliation anticipée du présent Accord en donnant notification au Bénéficiaire.

ARTICLE 3.03. Conditions préalables à tout décaissement. (a) Avant tout décaissement et sans préjudice des conditions préalables au premier décaissement des ressources du Don stipulées à l'Article 3.01 des présentes Normes générales et, le cas échéant, dans les Dispositions particulières, le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution présente par écrit, sur support physique ou en utilisant des moyens électroniques, selon la forme et les conditions spécifiées par la Banque, une demande de décaissement accompagnée des documents pertinents et autres pièces que la Banque peut lui avoir demandés. Sauf si la Banque en convient autrement, la dernière demande de décaissement devra être présentée à la Banque au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration de la Période initiale de décaissements ou de la prorogation de celle-ci.

(b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, les décaissements ne seront jamais inférieurs à la contre-valeur de cent mille Dollars (100 000 USD) chacun.

(c) Toute charge, commission ou tous frais applicables au compte bancaire sur lequel sont déposés les décaissements des ressources du Don seront à la charge du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, et celui-ci en assumera la responsabilité.

ARTICLE 3.04. Revenus générés sur le compte bancaire pour les décaissements. Les revenus générés par les ressources du Don déposées sur le compte bancaire désigné pour recevoir les décaissements, devront être destinés au paiement de Dépenses éligibles.

ARTICLE 3.05. Méthodes de décaissement. À la demande du Bénéficiaire ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution, la Banque pourra procéder aux décaissements des ressources du Don au moyen : (a) d'un remboursement des dépenses ; (b) d'une Avance de fonds ; (c) de paiements directs à des tiers ; et (d) d'un remboursement contre garantie de lettre de crédit.

ARTICLE 3.06. Remboursement des dépenses. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode de remboursement des dépenses, lorsque le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, aura payé les Dépenses éligibles avec ses propres ressources.

(b) À moins que les Parties n'en conviennent autrement, les demandes de décaissement pour le remboursement des dépenses devront être soumises dans les meilleurs délais, à mesure que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, encourt lesdites dépenses et, au plus tard, dans les soixante (60) jours qui suivent la fin de chaque Semestre.



ARTICLE 3.07. Avance de fonds. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode d'Avance de fonds. Le montant de l'Avance de fonds sera fixé par la Banque sur la base : (i) des besoins de liquidité du Projet pour couvrir les prévisions périodiques de Dépenses éligibles pendant une période maximum de six (6) mois, à moins que le Plan financier ne détermine une période plus longue qui ne pourra en aucun cas dépasser douze (12) mois ; (ii) les risques associés à la capacité démontrée du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, à gérer et utiliser les ressources du Don.

(b) Chaque Avance de fonds sera subordonnée à ce que : (i) la demande d'Avance de fonds soit présentée sous une forme acceptable par la Banque ; et (ii) à l'exception de la première Avance de fonds, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, ait présenté des justificatifs, et que la Banque ait accepté lesdits justificatifs, de l'utilisation d'au moins quatre-vingts pour cent (80 %) du total des soldes accumulés restant à justifier à ce titre, à moins que le Plan financier ne détermine un pourcentage inférieur, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à cinquante pour cent (50 %).

(c) La Banque pourra augmenter le montant de l'Avance de fonds la plus récente octroyée au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, une seule fois pendant la période de validité du Plan financier et dans la mesure où des ressources supplémentaires sont nécessaires pour le paiement de Dépenses éligibles non prévues dans ledit Plan.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution présente, la dernière demande d'Avance de fonds au plus tard trente (30) jours avant la date d'expiration de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations, étant entendu que les justificatifs correspondant à ladite Avance de fonds seront présentés à la Banque au cours de la Période de clôture. La Banque ne décaissera pas de ressources après la date d'échéance de la Période initiale de décaissements ou de ses prorogations.

(e) La valeur de chaque Avance de fonds au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, doit être maintenue à la contrevaletur exprimée dans la monnaie du décaissement en question. La justification des Dépenses éligibles engagées avec les ressources d'une Avance de fonds doit être réalisée au moyen de la contrevaletur du total de l'Avance de fonds, exprimée dans la monnaie du décaissement en question, en utilisant le taux de change défini dans l'Accord. La Banque pourra accepter des ajustements dans la justification de l'Avance de fonds au titre des fluctuations de taux de change, sous réserve que ces dernières n'affectent pas l'exécution du Projet.

ARTICLE 3.08. Paiements directs à des tiers. (a) Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander les décaissements conformément à la méthode de paiements directs à des tiers, afin que la Banque paye des Dépenses éligibles directement les fournisseurs ou entrepreneurs, pour le compte du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas.



(b) Dans le cas de paiements directs à des tiers, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution sera responsable du paiement du montant correspondant à la différence entre le montant du décaissement demandé par le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution et le montant reçu par le tiers, au titre des fluctuations du taux de change, des commissions et autres frais financiers.

(c) Sans préjudice aux dispositions de l'alinéa (a) du présent Article et de l'alinéa (b) de l'Article 6.04 des présentes Normes générales, lorsque la Banque en décide ainsi, la Banque pourra, par notification écrite au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, annuler la demande de paiement direct présentée par le Bénéficiaire ou par l'Organisme d'exécution, selon le cas.

ARTICLE 3.09. Remboursement contre garantie de lettre de crédit. Le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra demander des décaissements conformément à la méthode de remboursement contre garantie de lettre de crédit, aux fins de rembourser des banques commerciales au titre de paiements versés à des entrepreneurs ou des fournisseurs de biens et de services en vertu d'une lettre de crédit émise et/ou confirmée par une banque commerciale et garantie par la Banque. La lettre de crédit devra être émise et/ou confirmée de manière satisfaisante pour la Banque. Les ressources engagées au moyen de la lettre de crédit et garanties par la Banque devront être destinées exclusivement aux fins établies dans ladite lettre de crédit, tant que la garantie est en vigueur.

ARTICLE 3.10. Taux de change. (a) Le Bénéficiaire s'engage à justifier ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution justifie les dépenses effectuées sur les ressources du Don ou de l'Apport, en exprimant ces dépenses dans la monnaie dans laquelle le décaissement en question est libellé.

(b) Afin de déterminer la contrevaletur dans la monnaie dans laquelle sont effectués les décaissements, d'une Dépense éligible effectuée dans la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire, aux fins de reddition de comptes et de justification des dépenses, quelle que soit la source de financement de la Dépense éligible, l'un des taux de change suivants sera utilisé, conformément aux Dispositions particulières :

- (i) le taux de change effectif à la date de conversion de la monnaie dans laquelle le décaissement est effectué, avec la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire ; ou
- (ii) le taux de change effectif à la date du paiement de la dépense dans la Monnaie locale du pays du Bénéficiaire.

(c) Dans les cas où le taux de change défini à l'alinéa (b)(i) du présent Article est retenu, afin de déterminer la contrevaletur de dépenses engagées dans la Monnaie locale imputables à l'Apport ou le remboursement des dépenses au titre du Don, le taux de change convenu avec la Banque dans les Dispositions particulières sera utilisé.



ARTICLE 3.11. Recus. À la demande de la Banque, le Bénéficiaire signera et remettra à la Banque, à l'achèvement des décaissements, le reçu ou les reçus correspondant aux montants décaissés.

ARTICLE 3.12. Renonciation à une partie du Don. Le Bénéficiaire par notification à la Banque, pourra renoncer à son droit d'utiliser toute partie du Don qui n'a pas été décaissée avant la réception de ladite notification, à condition qu'il ne s'agisse pas des ressources du Don qui sont soumises à la garantie de remboursement d'une lettre de crédit irrévocable, conformément à l'Article 6.04 des présentes Normes générales.

ARTICLE 3.13. Annulation automatique d'une partie du Don. À l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de toute prorogation de celle-ci, la partie du Don qui n'aurait pas été engagée ou décaissée sera automatiquement annulée.

ARTICLE 3.14. Période de clôture. (a) Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures suivantes, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution prenne les mesures suivantes, au cours de la Période de clôture : (i) finaliser les paiements en suspens à des tiers, le cas échéant ; (ii) opérer un rapprochement des registres et présenter, à la satisfaction de la Banque, les documents justificatifs des dépenses effectuées avec les ressources du Projet et toutes les autres informations que la Banque pourrait demander ; et (iii) retourner à la Banque le solde non justifié des ressources décaissées du Don.

(b) Sans préjudice de ce qui précède, si l'Accord prévoit des rapports d'audit financier externe financés avec les ressources du Don, le Bénéficiaire s'engage à réserver ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution réserve, selon la forme convenue avec la Banque, des ressources suffisantes pour permettre le paiement desdits rapports d'audit. Dans ce cas, le Bénéficiaire s'engage également à convenir ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution convienne avec la Banque de la façon dont seront effectués les paiements correspondants à ces audits. Dans le cas où la Banque ne recevrait pas ces rapports d'audit financier externe dans les délais prévus par le présent Accord, le Bénéficiaire s'engage à retourner à la Banque, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution retourne à la Banque, les ressources réservées à cette fin, sans que cela n'implique que la Banque renonce à exercer les droits visés au Chapitre VI du présent Accord.

CHAPITRE IV **Exécution du Projet**

ARTICLE 4.01. Systèmes de gestion financière et contrôle interne. (a) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, maintiennent des contrôles internes visant à s'assurer raisonnablement, que : (i) les ressources du Projet sont utilisées aux fins du présent Accord, en accordant une attention particulière aux principes d'économie et d'efficacité ; (ii) les actifs du Projet sont convenablement protégés ; (iii) les transactions, les décisions et les activités du Projet sont dûment autorisées et exécutées en conformité avec les dispositions du présent



Accord et de tout autre contrat concernant le Projet ; et (iv) les transactions sont documentées de manière appropriée et sont enregistrées de manière à pouvoir produire des rapports et dossiers fiables et en temps utile.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à maintenir et à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, maintiennent un système de gestion financière acceptable et fiable, qui permette de procéder en temps utile, en ce qui concerne les ressources du Projet, à : (i) la planification financière ; (ii) l'enregistrement comptable, budgétaire et financier ; (iii) l'administration des contrats ; (iv) l'exécution des paiements ; et (v) l'émission de rapports d'audit financier et d'autres rapports relatifs aux ressources du Don, de l'Apport et d'autres sources de financement du Projet, le cas échéant.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à conserver ou à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, conservent les documents et registres originaux du Projet pendant une période minimale de trois (3) ans après l'expiration de la Période initiale de décaissements ou de toute prorogation de ladite période. Ces documents et registres devront être adéquats pour : (i) justifier les activités, les décisions et les opérations relatives au Projet, y compris toutes les dépenses engagées ; et (ii) prouver la corrélation des dépenses engagées imputables au Don avec le décaissement correspondant réalisé par la Banque.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à inclure ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés incluent dans les documents d'appel d'offres, les demandes de propositions et dans les contrats financés avec les ressources du Don, que ces derniers signent respectivement, une disposition requérant que les fournisseurs de biens ou de services, les entrepreneurs, les sous-traitants, les consultants ainsi que leurs représentants, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants ou concessionnaires qu'ils ont engagés, conservent les documents et registres associés aux activités financées avec les ressources du Don pendant une période de sept (7) ans après l'achèvement du travail prévu dans le contrat correspondant.

ARTICLE 4.02. Apport. Le Bénéficiaire s'engage à fournir en temps opportun, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution fournisse en temps opportun, l'Apport. Si à la date d'approbation du Don par la Banque, un Apport a été jugé nécessaire, le montant estimé dudit Apport sera le montant défini dans les Dispositions particulières du présent Accord. L'estimation ou l'absence d'estimation de l'Apport n'implique pas une limitation ou une diminution de l'obligation de fournir en temps opportun toutes les ressources supplémentaires nécessaires à l'exécution complète et ininterrompue du Projet.

ARTICLE 4.03. Dispositions générales relatives à l'exécution du Projet. (a) Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le Projet, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution mette en œuvre le Projet conformément aux objectifs de ce dernier, avec la diligence requise, de manière efficace sur le plan économique, financier, administratif et technique et conformément aux dispositions du présent Accord et aux plans, spécifications, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents pertinents du Projet que la Banque



approuve. En outre, le Bénéficiaire convient qu'il s'acquittera, à la satisfaction de la Banque, de toutes les obligations qui lui incombent ou incombent à l'Organisme d'exécution, selon le cas.

(b) Toute modification importante apportée aux plans, spécifications, calendriers d'investissements, budgets, règlements et autres documents que la Banque approuve, ainsi que tout changement de fond des contrats financés avec les ressources du Don exigent le consentement écrit de la Banque.

(c) En cas de contradiction ou d'incohérence entre les dispositions du présent Accord et tout plan, spécification, calendrier d'investissements, budget, règlement ou tout autre document pertinent pour le Projet que la Banque approuve, les dispositions du présent Accord prévaudront sur lesdits documents.

ARTICLE 4.04. Sélection et passation des marchés de biens, de travaux, et services autres que les services de conseil, et sélection et recrutement de services de conseil.

(a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (b) du présent Article, le Bénéficiaire s'engage à réaliser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent Spécialisé en Passation de Marchés, le cas échéant, réalise les passations de marchés de travaux, biens et services autres que les services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques de passations de marchés et du Plan de passation de marchés approuvés par la Banque, et la sélection et le recrutement de services de conseil, conformément aux dispositions des Politiques applicables aux consultants et du Plan de passation de marchés approuvés par la Banque. Le Bénéficiaire déclare connaître et s'engage à faire connaître lesdites Politiques à l'Organisme d'exécution, et à l'Agent Spécialisé en Passation de Marchés, le cas échéant.

(b) Lorsque la Banque aura évalué de manière satisfaisante et jugé acceptable les règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire, le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, pourra réaliser les passations de marchés financées en totalité ou en partie avec les ressources du Don en utilisant ces règles, procédures et systèmes de passation de marchés, conformément aux termes de l'évaluation par la Banque et à la législation et aux processus applicables acceptés. Les termes de ladite acceptation seront notifiés par écrit par la Banque au Bénéficiaire et à l'Organisme d'exécution. L'utilisation des règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire pourra être suspendue par la Banque si celle-ci estime que sont intervenus des changements de pratiques ou de paramètres sur la base desquels lesdites règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire avaient été acceptés par la Banque, et tant que la Banque n'aura pas déterminé si lesdits changements sont compatibles avec les bonnes pratiques internationales. Au cours de cette suspension, les Politiques de passation de marchés et les Politiques applicables aux consultants de la Banque seront appliquées. Le Bénéficiaire s'engage à notifier la Banque ou, selon le cas, s'engage à faire en sorte que l'Organisme d'exécution notifie la Banque, de tout changement de la législation ou des processus applicables acceptés. L'utilisation des règles, procédures et systèmes de passation de marchés du Bénéficiaire ou d'une entité du Bénéficiaire dispense l'application des dispositions prévues dans la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants, y compris l'exigence selon laquelle les passations de marchés doivent figurer dans le



Plan de passation de marchés, et doivent être soumis aux autres conditions du présent Accord. Les dispositions de la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants s'appliqueront à tous les contrats, indépendamment de leur montant ou de la méthode de passation des marchés. Le Bénéficiaire s'engage à inclure, ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution inclue dans les documents d'appel d'offres, les contrats, ainsi que les instruments employés dans les systèmes électroniques ou d'information (sur support papier ou en format électronique), des dispositions destinées à assurer l'application des dispositions de la Section I des Politiques de passation de marchés et des Politiques applicables aux consultants, y compris les dispositions relatives aux Pratiques interdites.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à actualiser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution maintienne actualisé le Plan de passation de marchés, au moins annuellement ou plus fréquemment, selon les besoins du Projet. Chaque version actualisée dudit Plan de passation de marchés devra être soumise à la Banque pour examen et approbation.

(d) La Banque procédera à une révision des procédures de sélection, recrutement et passations de marchés, conformément à ce qui est établi dans le Plan de passation de marchés. À tout moment durant l'exécution du Projet, la Banque pourra modifier la modalité de révision desdites procédures, en informant au préalable le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution. Les modifications approuvées par la Banque devront figurer dans le Plan de passation de marchés.

ARTICLE 4.05. Utilisation des biens. Sauf autorisation expresse de la Banque, les biens acquis au moyen des ressources du Don devront être utilisés exclusivement aux fins du Projet.

ARTICLE 4.06. Gestion environnementale et sociale. (a) Le Bénéficiaire s'engage, seul ou par l'intermédiaire de l'Agence d'Exécution, à réaliser l'exécution (préparation, construction et exploitation) des activités comprises dans le Projet, conformément au Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES) de la Banque, ses Normes de performance environnementale et sociale, ainsi que ses directives de mise en œuvre respectives, et conformément aux dispositions environnementales et sociales spécifiques figurant dans les Dispositions particulières du présent Accord.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à informer immédiatement la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe immédiatement la Banque, en cas de tout non-respect des engagements environnementaux et sociaux énoncés dans les Dispositions particulières du présent Accord.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution mette en œuvre, un plan de mesures correctives, convenu avec la Banque, afin d'atténuer, de corriger et de compenser les conséquences négatives qui pourraient découler du non-respect de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux stipulés dans les Dispositions particulières.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à permettre à la Banque, directement ou par le recrutement de services de conseil, de mener à bien des activités de supervision y compris les audits



environnementaux et sociaux du Projet, afin de confirmer le respect des engagements environnementaux et sociaux inclus dans les Dispositions particulières.

ARTICLE 4.07. Dépenses non éligibles dans le cadre du Projet. Dans le cas où la Banque détermine qu'une dépense effectuée ne remplit pas les conditions requises pour être considérée comme une Dépense éligible ou un Apport, le Bénéficiaire s'engage à prendre ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution prenne les mesures nécessaires pour remédier à la situation, selon les exigences de la Banque et sans préjudice des autres mesures que la Banque pourrait prendre en vertu du présent Accord.

CHAPITRE V

Supervision et évaluation du Projet

ARTICLE 5.01. Inspections. (a) La Banque pourra établir les procédures d'inspection qu'elle estime nécessaires pour garantir le déroulement satisfaisant du Projet.

(b) Le Bénéficiaire s'engage à autoriser ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, autorisent la Banque, ses enquêteurs, représentants, auditeurs ou experts engagés à cette fin à inspecter à tout moment le Projet, les installations, l'équipement et le matériel correspondants et à examiner les systèmes, registres et documents que la Banque jugera utiles de connaître. De même, le Bénéficiaire s'engage à ce que ses représentants ou, selon le cas, les représentants de l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, collaborent pleinement avec le personnel que la Banque enverra ou désignera à ces fins. Tous les coûts relatifs au transport, à la rémunération et autres frais relatifs à ces inspections seront à la charge de la Banque.

(c) Le Bénéficiaire s'engage à fournir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, fournissent à la Banque les documents relatifs au Projet que pourra demander la Banque, sous une forme et dans des délais jugés satisfaisants par la Banque. Sans préjudice des mesures que pourrait prendre la Banque en vertu du présent Accord, si la documentation n'est pas disponible, le Bénéficiaire s'engage à présenter ou, selon le cas, à ce que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, présentent à la Banque une déclaration explicitant les raisons pour lesquelles la documentation demandée n'est pas disponible ou n'est pas transmise.

(d) Le Bénéficiaire s'engage à inclure ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution et l'Agent spécialisé en passation de marchés, le cas échéant, incluent dans les documents d'appels d'offres, les demandes de propositions et les contrats relatifs à l'exécution du Don signés par le Bénéficiaire, l'Organisme d'exécution ou l'Agent spécialisé en passation de marchés, une disposition qui : (i) permette à la Banque, à ses enquêteurs, représentants, auditeurs ou experts d'examiner les comptes, les registres et autres documents relatifs à la soumission des propositions et à l'exécution du contrat ou de l'accord ; et (ii) stipule que lesdits comptes, registres et documents pourront être soumis à l'examen d'auditeurs désignés par la Banque.



ARTICLE 5.02. Plans et rapports. Afin de permettre à la Banque de superviser les progrès dans l'exécution du Projet et l'atteinte de ses résultats, le Bénéficiaire s'engage à :

- (a) présenter à la Banque ou selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente les informations, plans, rapports et autres documents, selon la forme et le contenu que la Banque pourra raisonnablement demander, compte tenu de l'avancée du Projet et de son niveau de risque.
- (b) respecter et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution respecte les actions et les engagements énoncés dans lesdits plans, rapports et autres documents convenus avec la Banque.
- (c) informer et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe la Banque lorsque des risques sont identifiés ou que des changements significatifs se produisent qui entraînent ou pourraient entraîner des retards ou des difficultés dans l'exécution du Projet.
- (d) informer et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution informe la Banque dans un délai maximum de trente (30) jours suivant l'ouverture de tout processus, toute réclamation, toute demande ou action d'ordre judiciaire, arbitrale ou administrative liée au Projet et à tenir la Banque informée et, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution tienne la Banque informée de la situation.

ARTICLE 5.03. Rapports d'audit financier externe et autres rapports financiers. (a) Sauf disposition contraire dans les Dispositions particulières, le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque, les rapports d'audit financier externe et autres rapports identifiés dans les Dispositions particulières, dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la clôture de chaque exercice fiscal du Projet pendant la Période initiale de décaissements ou ses prorogations, et dans un délai de cent vingt (120) jours suivant la date du dernier décaissement.

(b) En outre, le Bénéficiaire s'engage à présenter à la Banque ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution présente à la Banque d'autres rapports financiers, selon une forme, un contenu et une fréquence raisonnablement demandés par la Banque pendant l'exécution du Projet lorsque, de l'avis de cette dernière, l'analyse du niveau des risques fiduciaires, la complexité et la nature du Projet le justifient.

(c) Tout audit externe qui est requis en vertu des dispositions du présent Article et des dispositions pertinentes des Dispositions particulières, devra être réalisé par des auditeurs externes préalablement acceptés par la Banque ou une entité suprême de contrôle préalablement acceptée par la Banque, conformément aux normes et principes d'audit acceptables par la Banque. Le Bénéficiaire autorise et, selon le cas, s'engage à ce que l'Organisme d'exécution autorise, l'entité suprême de contrôle ou les auditeurs externes à fournir à la Banque les renseignements supplémentaires qu'elle pourra raisonnablement demander, en ce qui concerne les rapports d'audit financier externe.



(d) Le Bénéficiaire s'engage à sélectionner et engager les services ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution sélectionne et engage les services, des auditeurs externes visés à l'alinéa (c) ci-dessus, conformément aux procédures et aux termes de référence convenus préalablement avec la Banque. En outre, le Bénéficiaire s'engage à fournir ou, selon le cas, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution fournisse, à la Banque les informations relatives aux auditeurs indépendants engagés que celle-ci pourrait lui demander.

(e) Dans le cas où tout audit externe requis en vertu des dispositions du présent Article et des dispositions pertinentes des Dispositions particulières incomberait à une entité suprême de contrôle et que celle-ci ne pourrait exécuter son travail conformément aux exigences jugées satisfaisantes par la Banque ou dans les délais, au cours de la période et à la fréquence stipulées dans le présent Accord, le Bénéficiaire ou selon le cas, l'Organisme d'exécution, sélectionnera et engagera les services d'auditeurs externes jugés acceptables par la Banque, conformément aux dispositions des alinéas (c) et (d) du présent Article.

(f) Sans préjudice des dispositions énoncées dans les alinéas précédents, la Banque, à titre exceptionnel, pourra sélectionner et engager les services d'auditeurs externes pour la vérification des rapports d'audit financier prévus dans le présent Accord, lorsque : (i) considérant le résultat de l'analyse coût-avantage effectuée par la Banque, il est déterminé que les avantages que présente pour la Banque le fait de retenir lesdits services sont supérieurs aux coûts ; (ii) l'accès à des services d'audit externe est limité dans le pays ; ou (iii) il existe des circonstances spéciales qui justifient que la Banque sélectionne et engage lesdits services.

(g) La Banque se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à l'Organisme d'exécution, selon le cas, que soient réalisés d'autres types d'audit externe non financiers ou de travaux liés à l'audit de projets, de l'Organisme d'exécution et d'entités qui y sont liées, du système d'information financière et des comptes bancaires du Projet, entre autres. La nature, fréquence, portée, opportunité, méthodologie, le type de normes d'audit applicables, les rapports, procédures de sélection des auditeurs et termes de référence pour les auditeurs seront établis d'un commun accord entre les Parties.

CHAPITRE VI

Suspension des décaissements et annulations partielles

ARTICLE 6.01. Suspension des décaissements. La Banque peut, par notification au Bénéficiaire, suspendre les décaissements si l'une des circonstances suivantes se produit et tant qu'elle subsistera :

- (a) Le retard dans le paiement des montants dus par le Bénéficiaire à la Banque au titre du remboursement des ressources du Don utilisées pour des dépenses non éligibles, ou à tout autre titre, aux termes du présent Accord ou de tout autre contrat conclu entre la Banque et le Bénéficiaire, y compris tout autre accord de don.



- (b) Le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas, de toute autre obligation stipulée dans tout contrat signé avec la Banque pour financer le Projet, y compris le présent Accord, ainsi que, le cas échéant, le non-respect de la part du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution de tout contrat conclu par ces derniers pour l'exécution du Projet.
- (c) Le retrait ou la suspension, comme membre de la Banque, du pays où le Projet doit être exécuté.
- (d) Lorsque, de l'avis de la Banque, l'objectif du Projet ou le Don risquent de subir une incidence négative ou lorsque l'exécution du Projet pourrait s'avérer improbable en raison de : (i) toute restriction, modification ou tout amendement de la capacité juridique, des fonctions ou du patrimoine du Bénéficiaire ou de l'Organisme d'exécution, selon le cas ; ou (ii) toute modification ou amendement apportés, sans l'accord écrit de la Banque, à toute condition remplie avant l'approbation du Don par la Banque.
- (e) Toute circonstance extraordinaire qui, de l'avis de la Banque : (i) rend improbable la possibilité que le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, selon le cas, s'acquitte des obligations contractées dans le présent Accord ; ou (ii) empêche l'atteindre des objectifs de développement du Projet.
- (f) Lorsque la Banque a déterminé qu'un employé, un agent ou un représentant du Bénéficiaire, ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution ou de l'Agent spécialisé en passation de marchés, a commis une Pratique interdite en relation avec le Projet.

ARTICLE 6.02. Annulation des montants non décaissés. La Banque pourra, au moyen d'une notification au Bénéficiaire, annuler la portion non décaissée du Don, si :

- (a) une des circonstances prévues aux alinéas (a), (b) et (c) de l'Article précédent devait se prolonger pendant plus de soixante (60) jours.
- (b) survient, et tant que persiste, une des circonstances prévues aux alinéas (d) et (e) de l'Article précédent et que le Bénéficiaire ou, selon le cas, l'Organisme d'exécution, ne présente pas à la Banque les clarifications ou les renseignements supplémentaires que la Banque juge nécessaires.
- (c) la Banque, établit que toute entreprise, entité ou individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, les soumissionnaires, les entrepreneurs, les cabinets de consultants et les consultants individuels, les membres du personnel, les sous-traitants, les sous-consultants, les fournisseurs de biens ou les prestataires de services, les concessionnaires, les intermédiaires financiers ou l'Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et agents respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) a commis une Pratique interdite relative au Projet



sans que le Bénéficiaire ou, le cas échéant, l'Organisme d'exécution ou l'Agent spécialiste en passation de marchés n'aient pris les mesures correctives appropriées (y compris l'envoi d'une notification adéquate à la Banque dès la prise de connaissance de la Pratique interdite) dans un délai jugé raisonnable par la Banque.

- (d) à tout moment, la Banque détermine qu'une passation de marché portant sur des biens, des travaux, des services autres que des services de conseil ou des services de conseil a été effectuée sans suivre les procédures indiquées dans le présent Accord. Dans ce cas, la déclaration d'annulation correspondra à la portion du Don destinée à ladite passation de marché.

ARTICLE 6.03. Dispositions non affectées. L'application des mesures établies dans le présent Chapitre n'affectera pas les obligations du Bénéficiaire définies dans le présent Accord, lesquelles conserveront leur plein effet.

ARTICLE 6.04. Décaissements non affectés. Nonobstant les dispositions des Articles 6.01 et 6.02 ci-dessus, aucune des mesures prévues dans le présent Chapitre n'affectera le décaissement par la Banque des ressources du Don : (a) qui font l'objet de la garantie de remboursement d'une lettre de crédit irrévocable ; (b) pour lesquelles la Banque s'est engagée spécifiquement par écrit auprès du Bénéficiaire, ou, selon le cas, de l'Organisme d'exécution ou de l'Agent spécialisé en passation de marchés, à payer directement les Dépenses éligibles au fournisseur en question ; sauf si la Banque avait notifié le Bénéficiaire ou l'Organisme d'exécution, conformément aux dispositions de l'Article 3.08(c) des présentes Normes générales ; et (c) qui sont destinées à payer la Banque, conformément aux instructions du Bénéficiaire.

CHAPITRE VII

Pratiques interdites

ARTICLE 7.01. Pratiques interdites. (a) Outre les dispositions des Articles 5.01(f) et 6.02(c) des présentes Normes générales, si la Banque, détermine que toute entreprise, entité, ou tout individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires, intermédiaires financiers ou Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) a commis une Pratique interdite relative à l'exécution du Projet, elle pourra prendre les mesures suivantes, entre autres :

- (i) refuser de financer des contrats de passation de marchés de travaux, de biens, de recrutement de services de conseil ou services autres que les services de conseil.
- (ii) déclarer un contrat non éligible au financement de la Banque lorsqu'il existe des preuves que le représentant du Bénéficiaire ou, selon le cas,



l'Organisme d'exécution ou l'Organisme contractant, n'a pas pris les mesures correctives appropriées (y compris, entre autres, la notification adéquate à la Banque après avoir pris connaissance de la réalisation de ladite Pratique interdite) dans un délai jugé raisonnable par la Banque.

- (iii) émettre un avertissement à l'intention de l'entreprise, de l'entité ou de l'individu jugé responsable de la Pratique interdite, sous forme d'une lettre officielle de réprobation à raison de ladite conduite.
- (iv) déclarer l'entreprise, l'entité ou l'individu jugé responsable de la Pratique interdite, inéligible, sur une base permanente ou provisoire, pour participer à des activités financées par la Banque, que ce soit directement en tant que fournisseur ou entrepreneur, soit indirectement, en qualité de sous-consultant, sous-traitant ou de fournisseur de biens, de services de conseil ou de services autres que les services de conseil.
- (v) renvoyer l'affaire aux autorités pertinentes chargées d'appliquer les lois.
- (vi) imposer des amendes qui représentent pour la Banque un remboursement des coûts associés aux enquêtes et poursuites.

(b) Les dispositions des Articles 6.01(f) et 7.01(a)(i) s'appliqueront également dans les cas de suspension provisoire de l'éligibilité de l'Agent spécialisé en passation de marchés, de toute entreprise, entité ou individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites, pour participer à un appel d'offres ou autre processus de sélection pour l'attribution de nouveaux contrats en attendant que soit adoptée une décision définitive dans le cadre d'une enquête sur une Pratique interdite.

(c) L'imposition de toute mesure qui est prise par la Banque conformément aux dispositions ci-dessus pourra être publique.

(d) Tout cabinet, toute entité ou tout individu soumissionnant pour ou participant à une activité financée par la Banque, y compris, entre autres, les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, cabinets de consultants et consultants individuels, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, fournisseurs de biens ou services, concessionnaires ou Organisme contractant (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) pourra être sanctionné par la Banque conformément aux dispositions des accords conclus entre la Banque et d'autres institutions financières internationales concernant la reconnaissance mutuelle des décisions en matière d'inéligibilité. Aux fins du présent alinéa (d), « sanction » comprend toute perte d'habilitation permanente ou provisoire, imposition de conditions pour la participation à des contrats futurs, ou adoption



publique de mesures en réponse à une violation du cadre en vigueur d'une institution financière internationale applicable à la résolution des allégations de Pratiques interdites.

(e) Lorsque le Bénéficiaire passe un contrat d'acquisition de biens ou un contrat de travaux, ou de services autres que les services de conseil directement auprès d'une agence spécialisée dans le cadre d'un accord entre le Bénéficiaire et ladite agence spécialisée, toutes les dispositions visées dans le présent Accord relatives aux sanctions et Pratiques interdites s'appliquent intégralement aux candidats, soumissionnaires, fournisseurs de biens et à leurs représentants, entrepreneurs, consultants, membres du personnel, sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, concessionnaires (y compris leurs fonctionnaires, employés et représentants respectifs, que leurs attributions soient explicites ou implicites) ou toute autre entité ayant signé des contrats avec ladite agence spécialisée pour la fourniture de biens, travaux ou services autres que les services de conseil dans le cadre des activités financées par la Banque. Le Bénéficiaire s'engage à adopter, ou, le cas échéant, à faire en sorte que l'Organisme d'exécution adopte, si la Banque l'exige, des mesures telles que la suspension ou la résiliation du contrat correspondant. Le Bénéficiaire s'engage à ce que les contrats signés avec les agences spécialisées comprennent des dispositions exigeant que lesdites agences connaissent la liste des entreprises et individus faisant l'objet d'une inéligibilité provisoire ou permanente de la part de la Banque pour participer à une passation de marché financée en totalité ou en partie par les ressources du Don. Si une agence spécialisée conclut un contrat ou un ordre d'achat avec une entreprise ou un individu déclaré inéligible sur une base provisoire ou permanente par la Banque comme indiqué dans le présent Article, la Banque ne financera pas lesdits contrats ou dépenses et aura recours à d'autres mesures qu'elle jugera appropriées.

CHAPITRE VIII

Dispositions concernant les exonérations

ARTICLE 8.01. Exonération d'impôts. Le Bénéficiaire s'engage à ce que tout remboursement des ressources du Don prévu dans les circonstances particulières visées dans le présent Accord, ainsi que tous frais ou coûts résultant du présent Accord soient payés sans déduction ni restriction aucunes, sans application de quelque impôt, taxe, droit ou charge qui soit établi ou que pourraient établir les lois de son pays, et à assumer la charge de tout impôt, taxe ou droit applicable à la signature, l'enregistrement et l'exécution du présent Accord.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

ARTICLE 9.01. Modifications et dérogations contractuelles. Toute modification ou dérogation aux dispositions du présent Accord devra être convenue par écrit entre les Parties.

ARTICLE 9.02. Non renonciation aux droits. Ni le retard de la Banque dans l'exercice des droits qui lui sont conférés dans le présent Accord, ni le non-exercice de ces droits ne pourront être



interprétés comme une renonciation à ces droits, ni comme une acceptation tacite de faits, d'actions ou de circonstances permettant de les exercer.

ARTICLE 9.03. Extinction. (a) L'expiration de la Période de clôture mettra fin au présent Accord et à toutes les obligations en découlant, à l'exception de celles visées à l'alinéa (b) du présent Article.

(b) Sans préjudice des dispositions de l'alinéa (a) ci-dessus, les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre du présent Accord en matière de Pratiques interdites et autres obligations liées aux politiques opérationnelles de la Banque, resteront en vigueur jusqu'à ce que lesdites obligations aient été satisfaites à la satisfaction de la Banque.

ARTICLE 9.04. Validité. Les droits et obligations stipulées dans l'Accord sont valables et exécutoires, conformément aux termes dudit Accord, sans rapport avec la législation de pays particuliers.

ARTICLE 9.05. Divulgarion d'informations. La Banque pourra divulguer le présent Accord et toute information relative audit Accord, conformément à sa politique d'accès à l'information en vigueur au moment de cette divulgation.

CHAPITRE X

Procédure d'arbitrage

ARTICLE 10.01. Composition du tribunal. Le tribunal arbitral sera composé de trois membres qui seront désignés de la manière suivante : un membre désigné par la Banque, un autre par le Bénéficiaire et un troisième, ci-après dénommé le « Président », par accord direct entre les Parties ou par l'intermédiaire de leurs arbitres respectifs. La voix du Président du tribunal comptera double en cas d'impasse pour toutes les décisions. Si les Parties ou les arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la personne du Président, ou si l'une des Parties ne peut désigner d'arbitre, le Président sera désigné, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, par le Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains. Si l'une des Parties ne désigne pas d'arbitre, celui-ci sera désigné par le Président. Si l'un des arbitres désignés ou si le Président ne souhaite pas ou ne peut pas s'acquitter ou continuer de s'acquitter de ses fonctions, il sera procédé à son remplacement de la même manière que pour sa désignation initiale. Le successeur remplira les mêmes fonctions que son prédécesseur.

ARTICLE 10.02. Engagement de la procédure. Pour soumettre le différend à la procédure d'arbitrage, la partie demanderesse adressera à l'autre une notification écrite exposant la nature de la réclamation, la satisfaction ou la réparation demandée et le nom de l'arbitre qu'elle désigne. La Partie qui aura reçu cette notification devra, dans un délai de quarante-cinq (45) jours, communiquer à la partie adverse le nom de la personne qu'elle désigne comme arbitre. Si, dans un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la notification de l'engagement de la procédure d'arbitrage, les Parties ne se sont pas mises d'accord sur la personne du Président, l'une ou l'autre



des Parties pourra recourir au Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains pour que celui-ci procède à sa désignation.

ARTICLE 10.03. Constitution du tribunal. Le tribunal arbitral sera constitué à Washington, District de Columbia, États-Unis d'Amérique, à la date choisie par le Président et, une fois constitué, il se réunira aux dates que déterminera le tribunal lui-même.

ARTICLE 10.04. Procédure. (a) Le tribunal demeure particulièrement habilité à résoudre toute question relevant de sa compétence et adoptera sa propre procédure. Dans tous les cas, il devra donner aux Parties l'occasion de présenter leurs points en audience. Toutes les décisions du tribunal seront prises à la majorité des voix.

(b) Le tribunal émettra un jugement en se fondant sur les termes de l'Accord et prononcera sa sentence même dans le cas où l'une des Parties manquerait à son devoir de comparution ou de déposition.

(c) La sentence sera rendue par écrit et décidée par vote concordant d'au moins deux (2) membres du tribunal ; elle devra être rendue dans un délai approximatif de soixante (60) jours à compter de la date de la nomination du Président, à moins que le tribunal ne décide que, pour des circonstances spéciales et imprévues, ce délai doive être prorogé. La sentence sera notifiée aux Parties par communication signée au moins par deux (2) membres du tribunal et devra être exécutée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la notification. La dite sentence sera définitive et ne sera susceptible d'aucun recours.

ARTICLE 10.05. Frais. Les honoraires de chaque arbitre et les frais d'arbitrage, à l'exception des frais d'avocat et d'autres experts, qui seront couverts par les Parties qui les auront désignés, seront pris en charge par les deux Parties à part égale. Tout doute concernant la répartition des frais ou les modalités de paiement sera tranché par le tribunal sans recours possible.

ARTICLE 10.06. Notifications. Toute notification relative à l'arbitrage ou à la sentence se fera sous la forme prévue dans le présent Accord. Les Parties renoncent à toute autre forme de notification.



ANNEXE UNIQUE

LE PROGRAMME

Programme d'appui à la productivité de l'agriculture et de la pêche et d'amélioration des infrastructures rurales d'accès aux marchés

I. Objectifs

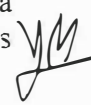
- 1.01** L'objectif général du Programme est d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages ruraux, notamment les agriculteurs, les pêcheurs, les marchands de produits de la pêche et les travailleurs ruraux des départements ciblés.
- 1.02** Les objectifs spécifiques du Programme sont : (i) d'améliorer la disponibilité alimentaire en améliorant la productivité grâce à l'adoption de technologies agricoles et d'infrastructures rurales résilientes au changement climatique ; et (ii) d'améliorer l'accès à la nourriture en augmentant les revenus.

II. Description

- 2.01** Pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus, le Programme comporte les quatre (4) Composantes suivantes :

Composante 1 : Appui à la productivité des agriculteurs

- 2.02** Cette composante favorise l'adoption de technologies agricoles par les agriculteurs par le biais de paquets techniques et d'une assistance technique. L'adoption des technologies améliorera la disponibilité alimentaire grâce à une production accrue et l'accès à la nourriture grâce à des revenus agricoles plus élevés.
- i. Paquets techniques (PT) :** Un menu des différentes technologies proposées a été développé basé sur la pertinence des PT au regard de la sécurité alimentaire, leur potentiel d'adaptation au climat et la durabilité environnementale des différentes cultures. Ce menu est flexible et peut être adapté en fonction de l'évolution des besoins. Il comprend des technologies qui peuvent être appliquées à la fois aux cultures annuelles et permanentes ainsi qu'utilisées pour toutes les phases du cycle de production : culture, récolte et post-récolte. Bien que leur distribution soit basée sur la demande, la plupart des PT de production seront fortement axés sur les systèmes agroforestiers. Cependant, en réponse à la crise du COVID-19, le Programme, à travers le GAFSP, financera également des PT pour les cultures annuelles. Ceux-ci se concentreront sur les cultures de base avec des semences améliorées (maïs, riz et haricots) et des cultures à haute valeur ajoutée. Ils seront fortement axés sur la nutrition : ils donneront la priorité aux variétés de cultures riches en micronutriments



et amélioreront les connaissances et les pratiques nutritionnelles des bénéficiaires. Les PT post-récolte concerneront les activités de stockage, d'emballage ou de transformation des récoltes, en particulier pour les céréales, les racines et les tubercules. Les PT d'irrigation feront également partie du menu technologique. 100% du coût des incitations sera couvert par le Programme à l'exception des équipements post-récolte et d'irrigation qui nécessiteront un co-financement de 10 à 15% de la part des bénéficiaires ; à l'exception des femmes bénéficiaires qui auront une remise en fonction du PT. La valeur du paquet technique moyen sera de 2 000 USD, avec un montant maximum de 3 700 USD.

ii. Assistance technique (AT). Le Programme financera une stratégie complète d'assistance technique avec une approche quadruple : (i) assistance technique aux agriculteurs bénéficiaires avec une approche par le genre (assistance technique pour la production, la maintenance des équipements, la transformation et la commercialisation) ; (ii) la formation des techniciens agricoles du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDP) au niveau central et local, et ceux des fournisseurs des PT ; (iii) une forte supervision de l'assistance technique par le MARNDP ; et (iv) des parcelles de démonstration pour transférer les connaissances aux agriculteurs bénéficiaires mais également non-bénéficiaires, créant ainsi des retombées indirectes (effet d'entraînement).

2.03 Cette Composante comprend des actions spécifiques pour assurer la participation des femmes et des jeunes : (i) le registre des incitations agricoles ouvrira deux semaines plus tôt pour donner un accès préférentiel aux femmes et aux jeunes bénéficiaires ; (ii) des PT spécifiques axés sur les activités des femmes sont inclus dans le menu technologique avec une remise sur le co-financement demandé aux femmes ; (iii) une assistance technique dédiée avec une approche par le genre ; (iv) la participation des femmes sera maintenue au même niveau que pour le Programme d'Innovation Technologique en Agriculture et Agroforesterie (PITAG), à savoir 46% de tous les bénéficiaires ; et (v) les femmes feront partie du processus de prise de décision lorsque les leaders locaux seront mobilisés.

Composante 2 : Appui à la productivité des pêcheurs

2.04 Cette composante vise à accroître l'adoption de pratiques durables qui amélioreront la sécurité alimentaire des pêcheurs grâce à une productivité accrue tout en assurant la durabilité des ressources marines. La composante ciblera environ 65 associations de pêcheurs et de commerçants à travers : (i) un mécanisme de cofinancement pour soutenir l'accès aux nouvelles technologies ; et (ii) le renforcement organisationnel et technique, via l'assistance technique.

i. Mécanisme de cofinancement. Grâce à ce mécanisme les associations pourront acquérir des Dispositifs de Concentration de Poissons (DCP), des bateaux, des moteurs, et de l'équipement de conservation et de transformation. Le Programme financera via un mécanisme de co-financement 70-90% d'un business plan élaboré par les associations alors que le coût restant sera payé par les associations. Seuls les



équipements de sécurité seront entièrement financés par le Programme. Les associations partenaires s'engageront formellement à : (i) éviter de pêcher les espèces protégées ; (ii) éviter d'utiliser des techniques de pêche non sélective ; (iii) respecter les normes de la taille minimum des prises ; et (iv) partager des données sur l'effort de pêche, les prises, les prix, les équipements de pêche avec le MARNDR.

- ii. **Renforcement organisationnel et technique des associations de pêcheurs.** Chaque association engagera un processus de formalisation et de restructuration grâce à une assistance technique spécialisée donnée par le MARNDR et des opérateurs externes. Du point de vue technique, les associations seront formées pour appliquer de nouvelles techniques de pêche, y compris les DCP. Les associations soutenues par le Programme de Développement de la Pêche Artisanale (PCPA) (HA-L_096) dans le Sud et dans la Grand'Anse seront mobilisées pour soutenir la promotion et l'adoption de nouvelles techniques de pêche parmi les nouvelles associations de bénéficiaires du Nord et du Nord-Est. En outre, cette composante contribuera au renforcement du MARNDR au niveau central et local pour lui permettre de remplir son rôle de formateur pour les associations, de collecter les données de capture et de superviser la mise en œuvre du mécanisme de cofinancement.

- 2.05 Des actions spécifiques seront proposées pour assurer l'inclusion des femmes et des jeunes. Le Programme fournira des équipements de séchage et de conservation. Les glacières, les congélateurs solaires et les réfrigérateurs sont des équipements qui bénéficieront en effet principalement aux femmes commerçantes. De plus, anticipant une augmentation de l'offre de poisson et donc le besoin éventuel d'installations pour le séchage du poisson, le Programme comprend une formation simple et opérationnelle sur la construction de tels équipements.

Composante 3 : Réhabilitation de routes rurales pour améliorer l'accès aux marchés

- 2.06 Cette composante vise à améliorer l'accessibilité routière et par conséquent à réduire les coûts de transport, les pertes de production et à accroître l'accès aux marchés à travers la réhabilitation des routes rurales situées dans les zones d'intervention des Composantes 1 et 2.

- i. **Réhabilitation de routes rurales.** Environ 75 kilomètres de routes dans le Nord et le Nord-Est ont été priorisées pour les travaux de réhabilitation. Pour effectuer cette priorisation, une analyse technique a été menée en utilisant un ensemble de critères économiques, sociaux et environnementaux. Les travaux de réhabilitation comprendront, entre autres : la correction de la plateforme des routes, la construction d'ouvrages de drainage et de rétention, la protection des remblais, et pour les tronçons routiers à fortes pentes ou en zone inondable, la mise en place d'enrobés à froid ou le bétonnage de la chaussée pour assurer une plus grande durabilité des interventions. Une partie importante des travaux de réhabilitation ne nécessite pas d'ingénierie complexe et peut être réalisée avec des travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre (HIMO) suivant une approche communautaire. Les travaux seront réalisés en collaboration avec



le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), compte tenu de son expérience dans des projets similaires en Haïti, en Afrique et dans d'autres régions. Pour assurer une supervision adéquate des travaux, le MARNDR sera appuyé par une équipe du MTPTC ayant une expérience avérée dans des travaux similaires, et notamment dans les travaux exécutés par l'UNOPS. En outre, le MARNDR engagera une entreprise de supervision externe pour : (i) suivre et valider l'avancement des travaux ; et (ii) fournir une assistance technique à la Direction des infrastructures agricoles (DIA) pour la supervision globale.

- ii. **Entretien.** Le MARNDR et la DIA seront renforcés en équipements et en personnel, tant au niveau central que local. L'entretien des routes réhabilitées reposera sur le renforcement des collectivités locales : (i) un inventaire des besoins en outils et des formations sera élaboré pour accompagner les organisations locales dans la mise en place de brigades d'entretien dans chaque commune ; (ii) les Directions départementales du MARNDR seront formées à l'utilisation d'équipements légers et des activités hors travaux seront mises en œuvre au cours du Programme. L'entretien des routes après la fin du Programme sera donc possible grâce à ces brigades. Le MARNDR préparera un plan d'entretien annuel pour la planification et le suivi des travaux d'entretien.

- 2.07 Des actions spécifiques seront proposées pour assurer l'inclusion des femmes dans la Composante 3. Le Programme organisera des formations pour les femmes afin d'assurer leur participation lors de la réhabilitation des routes rurales. Un objectif de 40 % de participation des femmes à la main-d'œuvre pour la réhabilitation des routes rurales est fixé. Enfin, des « femmes leaders de la communication » dans les différentes zones du Programme, qui canaliseront les signalements des femmes bénéficiaires sur de potentiels comportements inappropriés de la part des partenaires locaux et/ou sur la qualité du bien ou du service reçu à travers le Programme, seront désignées.

Composante 4. Réhabilitation des infrastructures de pêche pour améliorer l'accès aux marchés

- 2.08 Le Programme financera : (i) des infrastructures publiques résilientes au climat, y compris les infrastructures de débarquement et les marchés de poissons ; et (ii) l'assistance technique aux collectivités locales et aux associations de pêcheurs pour assurer l'exploitation et l'entretien durables des infrastructures financées.

- i. **Infrastructures de pêche.** Les infrastructures à construire et à réhabiliter sont : (i) la reconstruction d'un quai dans la commune de Caracol. En raison de son exposition aux cyclones et au risque d'élévation du niveau de la mer, la conception et l'exécution des travaux prendront en compte les critères de résilience et d'adaptation au changement climatique suivants : (i) étude de la dynamique côtière, scénario de changement climatique, matériaux durables et résistants ; et (ii) la construction de trois marchés de poissons qui seront financés par le Programme proposé une fois les études de conception finale en cours d'élaboration avec le PDPA (HA-L1096) approuvées.



ii. **Assistance technique.** A travers le mécanisme d'assistance technique de la Composante 2, les associations bénéficiaires et les collectivités locales seront accompagnées par le MARNDR pour faciliter la gestion des infrastructures.

2.09 Autres coûts. Les autres activités à financer comprennent : (i) l'administration (par exemple, les consultants, les équipements, les coûts opérationnels) ; (ii) les évaluations et audits ; et (iii) les imprévus.

III. Coût du Programme et plan de financement

3.01 Le coût total du Programme est estimé à soixante-dix-huit millions trois cent mille dollars (78 300 000 USD), dont soixante millions (60 000 000 USD) seront financés sur le Mécanisme de Dons de la Banque et dix-huit millions trois cent mille (18 300 000 USD) seront financés par le GAFSP. Un récapitulatif des coûts ventilés du Programme par composantes et sources de financement est présenté dans le tableau ci-dessous:

Coût et Financements
(en USD)

Composantes / Activités principales	Banque	Cofinancement	Total	%
Composante 1 : Appui à la productivité des agriculteurs	19 322 495	17 572 417	36 894 912	47
Incitations à la production	12 220 000	14 963 600	27 183 600	35
Assistance technique	5 102 495	2 608 817	7 711 312	10
Autres	2 000 000	-	2 000 000	2
Composante 2 : Appui à la productivité des pêcheurs	6 813 620	-	6 813 620	9
Incitations à la production et formations	3 788 774	-	3 788 774	5
Assistance technique (MARNDR)	3 024 846	-	3 024 846	4
Composante 3 : Réhabilitation des routes rurales pour améliorer l'accès aux marchés	25 937 110	-	25 937 110	33
Réhabilitation des routes	20 597 106	-	20 597 106	26
Supervision	3 302 316	-	3 302 316	4
Autres	2 037 688	-	2 037 688	3
Composante 4 : Réhabilitation des infrastructures de pêche pour améliorer l'accès aux marchés	2 060 000	-	2 060 000	3
Travaux de réhabilitation	1 500 000	-	1 500 000	2
Conception, Supervision PGES	560 000	-	560 000	1
Administration, audit et M&E	5 866 775	727 583	6 594 358	8
Total	60 000 000	18 300 000	78 300 000	100

IV. Exécution

- 4.01** Le Bénéficiaire du Programme sera la République d'Haïti et l'Organisme d'Exécution sera le MARNDR.
- 4.02** Le Programme sera exécuté par le biais des unités d'exécutions existantes des trois directions techniques du MARNDR : (i) pour la composante 1 : la Direction de l'Innovation (DI) - qui exécute actuellement le PITAG ; (ii) pour les Composantes 2 et 4 : la Direction de la Pêche et de l'Aquaculture (DPAQ) - qui exécute actuellement le (PDPA) ; et (iii) pour la Composante 3 la Direction de l'Infrastructure Agricole (DIA).
- 4.03** Les unités de gestion financière du MARNDR (CGF pour les Composantes 2, 3 et 4 et PITAG pour la Composante 1) seront utilisées pour les aspects comptables et financiers. Les processus de passation de marchés pour toutes les composantes seront effectués et gérés par l'Unité de passation de marchés (UPMP) du MARNDR.
- 4.04** Un comité de coordination du Programme sera créé et composé des trois coordinateurs techniques des composantes 1, 2, 4 et 3. Ce comité assurera la consolidation des informations techniques et financières pour l'ensemble des rapports à la Banque.
- 4.05** En ce qui concerne la Composante 3, le MARNDR supervisera la gestion fiduciaire des contrats ainsi que la supervision et la validation technique. Il bénéficiera du soutien technique du MTPTC pour la supervision technique des travaux. Un protocole d'accord détaillant les modalités de ce soutien sera signé par les deux institutions. En ce qui concerne l'exécution des travaux, l'UNOPS sera responsable de la mise en œuvre globale des travaux, y compris du contrôle technique et de l'assurance qualité, de l'embauche de main-d'œuvre locale, de la sous-traitance à des entreprises privées pour des travaux mécaniques spécifiques et de l'achat de matériaux. Pour veiller à ce que les travaux soient effectués en toute conformité, la DIA sera appuyée par une supervision externe chargée de : (i) superviser le contrôle technique des travaux ; (ii) vérifier la qualité des services ; (iii) donner des conseils sur les ajustements ou augmentation des activités nécessaires ; et (iv) fournir un programme d'assistance technique pour la formation du personnel de la DIA aux activités de supervision.

